



Syndicat National de l'Éducation Physique
de l'Enseignement Public

Fédération Syndicale Unitaire

NRéf. : SGal SC/CH

Paris, le 13 novembre 2008

Monsieur Bernard LAPORTE
Secrétaire d'Etat chargé des Sports, de la
Jeunesse et de la Vie associative
95 Avenue de France
75650 PARIS CEDEX 13

Monsieur le Secrétaire d'Etat,

L'évolution des débats sur la RGPP laisse les personnels dubitatifs sur les intentions que vous poursuivez sur ce dossier.

A ce jour, aucune doctrine explicite et lisible ne se dégage et ceux-ci ont la ferme conviction que la question sportive est loin d'être prise en considération à hauteur des engagements de l'actuel Président de la République alors qu'il était candidat.

Globalement, le sport est inexistant dans les préoccupations préfectorales, surtout au niveau départemental, quant au niveau régional, nous pensons que la forme DRJSCS n'est qu'une forme vraiment transitoire, c'est-à-dire ne pouvant fonder une référence suffisante pour l'avenir vu sa faiblesse par rapport aux autres directions.

Cette situation inquiète parce que les personnels voient que les efforts qu'ils ont menés, et qu'ils mènent encore sur le champ sportif, sur le terrain de la conquête sportive de la population, sont appelés à ne plus être portés par des forces suffisantes. Ils entendent le glas de toute politique publique en matière de sport. Cela est étayé par les débats qu'ils mènent au niveau local et qui n'ont qu'un écho insignifiant dans les recompositions en cours. Ces personnels doivent être rassurés, certes quant à l'avenir professionnel vers lequel l'Etat les a conduits en constituant le corps des professeurs de sport mais aussi quant à leurs missions, qui doivent conserver un caractère technique et pédagogique conforme à leur statut.

Il nous semble que dans l'immédiat, avec le Secrétaire Général, M. J-M. Bertrand, une réunion du « réseau » sport devrait se tenir avant que les organigrammes définitifs ne soient arrêtés fin décembre 2008. C'est le crédit de vos déclarations, plusieurs fois réaffirmées, que « l'Etat est là », qui est en jeu, parce que tout indique, qu'en l'état actuel, nous nous acheminons vers l'abandon de ses prérogatives. Si vous ne voulez pas laisser croire que vous organisez votre propre impuissance, des signes forts pour une réelle existence de la Jeunesse et des Sports, tant au niveau départemental que régional, doivent être donnés.

Dans l'immédiat, nous demandons qu'une entrevue avec notre organisation se tienne dans les délais les plus brefs, sur cette question.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Ministre, à l'expression de notre considération distinguée.

Serge CHABROL
Secrétaire Général

Jean LAFONTAN
Secrétaire National